

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



FACE À LA POLITIQUE CRIMINELLE DE L'UNION EUROPÉENNE : DE L'AIR, OUVREZ LES FRONTIÈRES !

Depuis le 11 septembre, 11 000 exilés, hommes, femmes et enfants, sont arrivés sur l'île italienne de Lampedusa, dont les capacités d'accueil sont déjà saturées. On a vu les gestes de solidarité des habitants face à la détresse de ces familles de migrants. Mais les principaux gouvernements de l'Union européenne, eux, ont aussitôt décidé de fermer leurs frontières à ces réfugiés. L'Italie a déclaré l'état d'urgence sur l'île et la fin de l'accès aux demandeurs d'asile, suivie de l'Allemagne et de la France, qui renforce les contrôles sur toute la frontière franco-italienne.

Larmes de crocodile... et responsabilités de l'impérialisme

Crises économiques, catastrophes naturelles et guerres poussent toujours plus de personnes sur les routes de l'exil. Le séisme qui a frappé le Maroc, survenu dans une région très pauvre, a fait plusieurs milliers de victimes. Et avec le cyclone qui a dévasté la ville de Derna en Libye, plus de 10 000 personnes sont portées disparues. Verser quelques larmes sur ces catastrophes ne coûte rien aux dirigeants européens. Mais pas question de reconnaître leurs responsabilités dans la situation de nombreux pays d'Afrique... et encore moins de les assumer. Les grands groupes français font des affaires au Maroc et profitent de la grande misère du peuple marocain, gardienné par un roi milliardaire. Quant à la Libye, c'est l'intervention militaire des puissances impérialistes (la France en tête) en 2011, qui l'a plongé dans le chaos. Elles prétendaient alors agir pour renverser la dictature de Kadhafi, à laquelle elles avaient pendant des années sous-traité la sale besogne de garde-frontière, la chargeant de parquer dans des camps les candidats à l'émigration. Depuis, le pays est déchiré entre des seigneurs de guerre qui obtiennent l'appui de pays riches, dont la France, en monnayant le pétrole et la rétention des migrants qui voudraient rejoindre l'Europe mais sont réduits à une vie d'esclavage.

Et l'Union européenne passe la brosse à reluire à Kaïs Saïed, le président tunisien qui lui-même mène en Tunisie une campagne raciste contre les migrants venus d'Afrique sub-saharienne. Elle vient

même de lui promettre, ce dimanche, de nouvelles subventions pour qu'il ouvre en Tunisie de nouveaux camps pour bloquer les migrants de l'autre côté de la Méditerranée.

Ne pas nous laisser diviser

Les dirigeants des pays riches sèment misère, exploitation et chaos dans le monde entier, mais tablent sur une xénophobie soigneusement entretenue, pour mieux nous diviser entre exploités. Macron n'est pas le dernier quand il s'agit d'emboîter le pas à l'extrême droite. Il a lancé son idée de référendum sur l'immigration, pour tenter de détourner notre attention des problèmes essentiels : salaires et pouvoir d'achat face à une inflation galopante. Et voilà qu'il enchaîne les gesticulations, décidant maintenant de priver les étudiants venant du Mali, du Burkina Faso et du Niger de toute possibilité de poursuivre leurs études en France. Une manière de se venger sur eux de la remise en cause de la présence française au Sahel, alors que c'est d'abord la population de cette région qui subit les conséquences des coups d'État.

Interdire l'accès à l'Europe a pour seul effet de rendre les routes migratoires toujours plus dangereuses. La Méditerranée se transforme en cimetière, avec des milliers de morts chaque année. Il y a les moyens d'accueillir dignement ces exilés, qui seront demain nos camarades de travail et doivent avoir les mêmes droits. Comme il y a les moyens d'augmenter nos salaires. Pour cela, il faut s'en prendre aux profits des patrons. Car ceux qui prétendent le contraire sont justement ceux qui s'engraissent par l'exploitation de notre classe sociale, une exploitation qui, elle, ne connaît pas de frontières. Travailleurs et travailleuses de tous les pays, unissons-nous !

Le bulletin Poste du NPA change de nom !

Le bulletin que vous avez entre les mains change de nom. Il s'harmonise avec celui des quelques dizaines de bulletins d'entreprise diffusés par le NPA, et de son nouveau journal : Révolutionnaires.

Son objectif reste le même : dénoncer les mauvais coups de la direction et du gouvernement, et dire que nos vies doivent passer avant les profits. Révolutionnaires, un nouveau nom pour un bulletin et un journal de ceux qui luttent pour renverser cette société !

contact@nouveupartianticapitaliste.fr



@NPA_NouvParAnti



[npanouveupartianticapitaliste](https://www.instagram.com/npanouveupartianticapitaliste)



@Revolutionnaires_journal



[nouveupartianticapitaliste.fr](https://www.nouveupartianticapitaliste.fr)

Nouvel outil pour les chefs

La Poste annonce dans plusieurs bureaux à Paris la fin de MaBoxRH pour le remplacer par un nouveau site qui permettra entre autres aux chefs d'avoir un plus grand contrôle sur nos retards. Ainsi, un retard de 15 min pourra, d'une simple décision du chef, être sanctionné de 15 min en moins sur notre fiche de paie. Mais la hiérarchie pourra aussi décider de nous enlever du salaire s'ils estiment qu'on part trop tôt, même si on a fini notre tournée. Évidemment tout ceci ne va que dans un seul sens : nos heures supplémentaires ne sont pratiquement jamais payées. Plus grave encore, la décision de retirer du salaire ou non se fera à la « tête du client », vu que cela sera seulement une décision des chefs d'équipes.

Justice et police main dans la main

Plus de 2 000 personnes ont été jugées en lien avec les soulèvements dans les quartiers populaires qui ont suivi la mort de Nahel, tué par un policier à Nanterre le 27 juin. Parmi celles-ci, près de 1 800, soit 90 %, ont été condamnées à des peines de prison. La police matraque, gaze, mutile et tue. La justice finit le travail en envoyant en prison. Une leçon de la démocratie des riches.

Un exemple de résistance contre la fin du fini-parti

La remise en cause du fini-parti concerne de plus en plus de bureaux dans le 92. Lors de la dernière vague de chaleur, c'était totalement absurde de forcer les collègues à attendre (pour rien !) l'heure de fin de vacation. Les collègues de Nanterre ont décidé de passer à l'action et ont collectivement imposé à la direction de quitter le boulot de manière anticipée. Si les fortes chaleurs ont rendu encore plus aberrant l'interdiction du fini-parti, les factrices et facteurs de Nanterre – à leur échelle – ont montré que seules les mobilisations collectives des travailleurs-ses permettent de faire reculer les patrons.

Face à la hausse des prix, pas un salaire en dessous de 2 000 euros !

Ridicule, l'annonce d'Élisabeth Borne qui autoriserait les stations services à vendre « à perte » leur carburant : quelques dizaines de centimes, dans les grandes surfaces seulement, à partir de décembre. Alors que TotalEnergie accumule les profits, que les taxes de l'État font 60 % du prix de l'essence. Comme était ridicule l'annonce Bruno Le Maire qu'il allait demander aux grandes surfaces de répercuter sur les clients la baisse des prix des fournisseurs (qu'elles se mettaient dans les poches).

Ce bluff du gouvernement n'est motivé que par la crainte qu'explode la colère sur le pouvoir d'achat. D'autant que des grèves sur les salaires ont déjà eu lieu dans plusieurs entreprises avant l'été, y compris pendant le mouvement contre la réforme des retraites.

C'est un nouveau mouvement d'ensemble qu'il faut en cette rentrée sociale, sur les salaires cette fois : pour qu'ils rattrapent la hausse des prix et qu'ils soient indexés désormais sur l'inflation, pas celle sous-estimée d'un Bruno Le Maire mais celle que nous constatons tous les jours sur les loyers ou quand nous faisons les courses.

La journée de mobilisation du 13 octobre prévue par les syndicats sera une occasion de nous retrouver dans la rue. Mais c'est une grève, contagieuse dans toutes les entreprises, qui pourra faire réellement trembler gouvernement et patronat et arracher une augmentation générale : à nous de la préparer.

C'est au moins 400 euros pour tous qu'il faut pour rattraper la perte de pouvoir d'achat de ces dernières années, et pas un revenu, salaire ou pension, en dessous de 2 000 euros pour pouvoir vivre décemment.